

**PROCÈS VERBAL
SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL
CE 20^e JOUR DE DÉCEMBRE 2022, À 20H00**

Le conseil de la municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu siège en séance extraordinaire ce 20^e jour de décembre 2022.

Étaient présents : Monsieur François Berthiaume, maire
 Monsieur John Bradley, conseiller
 Monsieur Alain Lavallée, conseiller
 Madame Annie Houle, conseillère
 Monsieur Réal Déry, conseiller
 Madame Marie-Claude Racine, conseillère
 Monsieur Maurice Rolland, conseiller

Madame Sylvie Burelle, directrice générale et monsieur Yvon Tardy, directeur des services techniques assistaient également à la séance.

R-171-2022 Constatation du quorum et ouverture de la séance

Conformément aux dispositions de l'article 156 du Code municipal, l'avis de convocation a été signifié à tous les élus tels que requis et le quorum est respecté.

Monsieur le maire François Berthiaume constate le quorum et ouvre la séance à 20h00.

R-172-2022 Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par madame Marie-Claude Racine, appuyé par monsieur Réal Déry et résolu unanimement résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que lu.

**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE LA VALLÉE DU RICHELIEU
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU**

RÈGLEMENT #6-2022

**RÈGLEMENT DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXATION
ET DE TARIFICATION DES SERVICES MUNICIPAUX POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2023**

Attendu que le conseil de la Municipalité de Saint-Marc-sur-Richelieu a étudié son budget pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2023;

Attendu que ce conseil est d'avis d'adopter ce budget et d'imposer les taxes nécessaires à la réalisation de ce budget par règlement;

Attendu que ce conseil prévoit des dépenses de 5 109 460\$ pour cet exercice;

Attendu que la différence entre les dépenses et les revenus non fonciers est la somme de 2 656 073\$;

Attendu que l'évaluation imposable est de 561 711 246\$ et que l'équivalent de l'assiette fiscale est de 571 299 900\$;

Attendu que l'évaluation imposable assujettie à la catégorie des immeubles non résidentiels est de 17 441 694\$;

Attendu que l'évaluation imposable assujettie à la catégorie des immeubles agricoles est de 164 154 934\$;

Attendu qu'avis de présentation du présent règlement a été régulièrement donné;

En conséquence, il est par le présent règlement ordonné et statué que;

Article 1. Préambule

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 2. Budget 2023

Le budget dressé par ce conseil est adopté par le présent règlement, à toute fin que de droit, et, copie certifiée du budget est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante, et, afin de réaliser ledit budget les taxes suivantes sont imposées.

Article 3. Taxe foncière générale

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la municipalité fixe plus d'un taux de la taxe foncière générale déterminée par la Loi, à savoir :

1. Catégorie résiduelle
2. Catégorie agricole
3. Catégorie des immeubles non résidentiels

Taux particulier à la catégorie résiduelle

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à la somme de 0.4468 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Taux particulier à la catégorie agricole

Conséquemment, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie agricole est fixé à la somme de 0.3468 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe générale foncière de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à la somme de 0.7468 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles non résidentiels aux dits fonds et définis par la Loi, selon un pourcentage d'utilisation.

Article 4. Taxe d'infrastructure fonds général

Le taux particulier de la taxe d'infrastructure du fonds général est fixé à la somme de 0.0460 par cent dollars (100\$) de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée annuellement sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y en a, et sur les biens-fonds ou immeubles incorporés aux dits fonds définis à la Loi.

Article 5.

Une compensation de taxe est imposée sur 82% de l'évaluation des écoles et sur 100% du réseau des affaires sociales.

Article 6. Compensation – Matières résiduelles

Afin de régler les dépenses engagées par le contrat de la collecte et de la disposition des vidanges, la collecte sélective, les services de l'écocentre et le service de matières putrescibles, les taxes suivantes seront imposées par unité de logement à savoir :

- Collecte – matières résiduelles (ordures) 142\$
- Collecte – recyclable et écocentre 87\$
- Collecte – matières organiques 83\$

Pour le secteur ICI (industriel – commercial – institutionnel)

Conteneur – matières résiduelles (ordures)

- U-CON-52-6V 4 034\$
- U-CON-52-4V 2 689\$
- U-CON-26-4V 1 345\$

Conteneur – matières recyclables

- R-CON-52-8V 2 530\$
- R-CON-52-4V 1 449\$
- R-CON-26-4V 726\$

Conteneur – matières organiques

- O-CON-26-4V 990\$

Article 7. Compensation – Vidange de fosse septique

Afin de régler les dépenses engagées par le contrat pour effectuer les vidanges de fosses septiques qui seront vidangées tous les deux ans, une taxe de 65\$ sera prélevée annuellement.

Article 8. Compensation d'eau

Afin d'acquitter la quote-part de la Régie de l'A.I.B.R., un tarif de base de 145\$ incluant la location du compteur et les 50 premiers mètres cubes d'eau sera prélevé annuellement pour chaque matricule desservi.

L'excédent des 50 mètres cubes d'eau, ainsi que la consommation de chaque compteur additionnel seront facturés au taux de 0.70¢ le mètre cube.

Article 9. Compensation d'eau pour les E.A.E.

Aux fins de conformité avec les dispositions relatives à la fiscalité agricole, la taxation d'eau pour les entreprises agricoles enregistrées (E.A.E.) sera répartie comme suit à savoir :

-La somme de 300\$ (ou 145\$ tarif de base plus 155\$ excédent des 50 premiers mètres cubes) sera imputée à la partie résidentielle de ladite E.A.E.;

-L'excédent de 300\$ sera imputé à la partie agricole de ladite E.A.E., dès lors sujet à remboursement par le MAPAQ.

Si l'entreprise agricole enregistrée a muni son E.A.E. d'une entrée d'eau distinct pour la ferme, le compte d'eau sera imputé au complet à la partie agricole de ladite E.A.E. et sujet à remboursement par le MAPAQ.

Article 10. Compensation d'égout

Il est imposé et prélevé pour l'exercice financier 2023, pour chaque unité attribuée à chaque immeuble, une taxe annuelle de 1054\$ l'unité, à tous les usagers concernés. Cette compensation est imposée à titre de remboursement de la dette des règlements #1-2006 et #4-2008.

Article 11. Compensation traitement des eaux usées

Il est imposé et prélevé pour l'exercice financier 2023 pour chaque unité attribuée à chaque immeuble, une taxe annuelle de 114\$ l'unité, à tous les usagers concernés. Cette compensation est imposée à titre de taxe d'entretien et d'exploitation pour l'assainissement des eaux usées.

Article 12. Taux d'intérêt sur les arriérés

Le taux d'intérêt sur les comptes non payés est de 12% annuellement.

Article 13. Versements

Conformément au paragraphe 4 de l'article 263 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, le nombre de versements est établi à cinq pour les comptes supérieurs à 300\$. Les dates ultimes sont les 15 février, 15 avril, 15 juin, 15 août et 15 octobre. Lorsqu'un versement n'est pas effectué dans le délai prévu, seul le montant du versement échoué est alors exigible.

Article 14. Frais administratifs de 15%

Des frais administratifs de 15% sont ajoutés aux coûts des travaux que la municipalité exécute en lieu et place de toute personne qui contrevient à une loi, un règlement ou une ordonnance et qui refuse ou néglige de les exécuter. Ces frais couvrent le temps et les déboursés inhérents de la municipalité pour la prise en charge d'un tel dossier et constitue une somme due à la municipalité en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les compétences municipales*.

Article 15. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en force et en vigueur conformément à la Loi.



François Berthiaume
Maire



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale

R-173-2022 Homologation du règlement #6-2022

Il est proposé par monsieur John Bradley, appuyé par monsieur Maurice Rolland et résolu unanimement résolu que le règlement portant le numéro #5- 2021, règlement décrétant l'imposition taux de taxation, de compensation et tarification pour les services municipaux pour l'année financière 2022, soit homologué et entrera en vigueur suivant la Loi.

R-174-2022 Levée de la séance extraordinaire

Il est proposé par monsieur John Bradley , appuyé par monsieur Maurice Rolland et résolu unanimement résolu que la séance extraordinaire du conseil soit levée.



François Berthiaume
Maire



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale

Certificat de disponibilité

Je soussignée, certifie que la municipalité a les fonds nécessaires pour rencontrer les dépenses faites ou engagées par la résolution R-173-2022.

Donné à Saint-Marc-sur-Richelieu, ce 21^e jour de décembre 2022.



Sylvie Burelle
Greffière-trésorière et directrice générale